



Non à la monarchie présidentielle, Oui à la démocratie citoyenne !

Emmanuel Macron, Président des riches, agit de plus en plus comme un monarque méprisant le peuple.

Aujourd'hui, il veut imposer au Parlement, sans consultation des citoyen.nes, une révision profondément dangereuse de la Constitution et des institutions de la République. Ce projet vise à concentrer encore plus les pouvoirs, à en éloigner les citoyens, à réduire le rôle des communes, du Parlement et le pluralisme de sa composition, à expurger notamment de la Constitution le terme de « sécurité sociale ».

Nous, citoyen·nes et élu·es de la République française, dénonçons ce projet et la méthode qui consiste à le faire adopter sans débat public dans le pays, sans consulter nos concitoyen.nes, alors qu'il s'agit d'un bouleversement majeur de nos institutions et de la Constitution.

Nous voulons une autre réforme de la Constitution, un processus démocratique constituant pour une nouvelle République, pour des droits nouveaux dans toute la société et à l'entreprise.

Nous exigeons que ce projet soit soumis aux citoyens. Nous exigeons une consultation par référendum de notre peuple à l'issue du débat parlementaire, comme le permet l'article 89 de la Constitution.



Non à la monarchie présidentielle, oui à la démocratie citoyenne !

JE SIGNE

Nom : Prénom :

Adresse email ou contact :

- Je souhaite être tenue au courant de l'actualité de la campagne
- Je souhaite être tenue au courant de l'actualité du PCF

L'affaire Benalla est devenue officiellement une « affaire Macron » puisque le Président de la République revendique en être « le seul responsable », tout en affirmant n'avoir à en rendre compte devant aucune institution de la République, et surtout pas au Parlement. La démocratie est bafouée comme jamais. Le danger est d'autant plus grand qu'au même moment, Emmanuel Macron fait tout pour imposer une révision de la Constitution aggravant tous ses traits anti-démocratiques, même s'il vient d'en être provisoirement empêché par la suspension des travaux parlementaires sur cette révision.



"Notre pays traverse une très grave crise institutionnelle et démocratique."

Pierre Laurent,
Sénateur, secrétaire national du PCF



Mobilisons nous pour pour exiger l'abandon de la révision constitutionnelle programmée par Macron et au-delà une refondation démocratique de nos institutions jusqu'à l'avènement d'une nouvelle République fondée sur une nouvelle Constitution.



Je laisse un message aux militants du PCF près de chez moi :

.....
.....
.....
.....